

FLIP

Forced Labor Indicators Project

Introduction de l'équipe FLIP

Nous sommes heureux de partager les dernières mises à jour sur les événements FLIP, y compris une collaboration qui vient de s'achever entre les groupes de travail techniques (GTT) FLIP de Côte d'Ivoire et du Ghana pour sensibiliser au travail forcé et à la traite des êtres humains.

Mise à jour du projet FLIP Côte d'Ivoire



Activité conjointe du Groupe de Travail Technique (GTT)

Du 26 au 30 août 2024, une campagne de sensibilisation sur le travail forcé et la traite des personnes a été organisée conjointement par les Groupes de Travail Techniques (GTT) de la Côte d'Ivoire et du Ghana à Aboisso et Noé, deux (2) villes de la région du Sud-Comoé, Côte d'Ivoire.

Les objectifs étaient d'abord de faire le point et de suivre les actions entreprises par les membres des GTT dans leurs institutions respectives sur le travail forcé et la traite des personnes. Deuxièmement, l'événement visait à sensibiliser les autorités et les communautés sur le travail forcé, la traite des êtres humains et les risques connexes ; et enfin, à renforcer la capacité des dirigeants des syndicats de transport, des communautés et des chefs religieux, des agents chargés de l'application de la loi (police, immigration, gendarmerie et douanes) à comprendre, identifier et signaler les risques du travail forcé et de la traite des personnes.

L'activité était importante pour une coordination et une collaboration efficaces entre les parties prenantes nationales et internationales impliquées dans la mise en œuvre du programme FLIP en Côte d'Ivoire et au Ghana, ainsi que les parties prenantes concernées par les thématiques du travail forcé et de la traite des personnes. Elle a permis à chaque membre du GTT de donner un aperçu de leur contribution institutionnelle au travail sur le travail forcé et la traite des êtres humains dans les deux pays et de partager leurs expériences et meilleures pratiques.

Le nombre de participants, à l'exclusion des membres du GTT et de l'équipe de Verité, était de 31 à Aboisso et de 39 à Noé. Les participants ont été sélectionnés parmi les communautés situées à l'intérieur et autour des

frontières du Ghana et de la Côte d'Ivoire, et parmi les syndicats de chauffeurs qui se déplacent entre le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Après l'événement de sensibilisation, les participants ont démontré leur niveau de compréhension du sujet à travers des jeux de rôle qui ont mis en évidence la traite des personnes et le travail forcé, leur identification, les risques, les rapports et les approches de remédiation.

Grâce à cet événement, les participants ont également appris que les deux pays utilisaient la même approche 4P (Prévention, Protection, Partenariat et Poursuite) pour lutter contre la traite des personnes et le travail forcé. Cette approche engage toutes les parties prenantes à collaborer sur ces deux questions.

L'événement a été l'occasion pour les institutions ghanéennes et ivoiriennes travaillant sur le sujet de se rencontrer. Un fonctionnaire ghanéen s'est réjoui : **« J'ai été ravi de rencontrer mon homologue ivoirien et d'échanger des contacts... cela facilitera la coordination de nos actions »**. **« Nous devons faire très attention à l'identité des voyageurs dans nos véhicules pour éviter d'être accusés d'être des trafiquants »**, a déclaré un participant d'un syndicat des transports de Côte d'Ivoire. Le Sous-Préfet de Tiapoum a exprimé le besoin d'organiser des événements similaires dans toutes les villes et communautés situées le long de la frontière entre le Ghana et la Côte d'Ivoire.



Gauche: Photo de groupe rencontre à Aboisso. Droite: Rencontre à Aboisso.



Gauche: Photo de groupe campagne de sensibilisation à Noé. Droite: Consultation entre l'adjointe du Préfet de Police de la CIV et un participant.

Mise à jour du projet FLIP Bénin



Atelier pour les membres du comité national de pilotage pour la lutte contre le travail des enfants

Les 4 et 5 septembre, un atelier a été organisé au Ministère du Travail pour les membres du Comité National de Pilotage pour la lutte contre le travail des

enfants, sur les indicateurs du travail forcé de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et sur la traite des êtres humains.

Trente-neuf (39) participants y ont assisté, dont des représentants clés du ministère, des conseillers juridiques, des membres de la société civile et des représentants du Conseil national des employeurs, qui sont membres du comité. Bien qu'initialement prévu pour une journée, les discussions engageantes ont conduit à prolonger l'événement sur deux jours.

La formation a renforcé la synergie et la collaboration entre les parties prenantes, jetant des bases solides pour des efforts coordonnés en matière de lutte contre le travail forcé et la traite des êtres humains.

Formation pour les membres du groupe de travail technique FLIP et les GUP (guichets uniques pour la protection sociale)

Du 10 au 12 septembre, un atelier de formation des formateurs a été organisé pour les membres du groupe de travail technique de FLIP et les Guichets Uniques de Protection Sociale (GUPs) sur les indicateurs de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur le travail forcé et la traite des êtres humains. Trente et un (31) participants ont assisté à l'atelier, représentant différents départements.

Les discussions tout au long de l'atelier ont été particulièrement actives et engageantes. À la fin de l'événement, les participants ont exprimé leur satisfaction et leur enthousiasme à l'égard d'un engagement ultérieur sur le sujet.



Les membres du Groupe de Travail Technique de FLIP et des GUPs (Guichet Unique de Protection Sociale).

Atelier de formation et d'information pour les confédérations d'agriculteurs et de producteurs et les associations de transporteurs du Bénin

Le 13 septembre, un atelier de formation et d'information a été organisé pour les confédérations d'agriculteurs et de producteurs et les associations de transporteurs du Bénin. Dix-neuf (19) participants y ont assisté, représentant divers départements du pays. Parmi les participants, il y avait des producteurs de coton, d'ananas, de riz, des transporteurs, ainsi que des représentants de la Plate-forme nationale des organisations d'agriculteurs et de producteurs agricoles du Bénin.

Cet atelier a constitué une plate-forme précieuse pour l'échange de connaissances que les participants ont trouvé très bénéfique. Ils ont exprimé un grand intérêt pour les sujets discutés et leur désir de continuer à explorer ces questions.



Photo à partir de la gauche : Le directeur général du travail s'exprimant lors de l'atelier de formation et d'information pour les confédérations d'agriculteurs et de producteurs et les associations de transporteurs du Bénin à Calavi, au Bénin. Deuxième et troisième à partir de la gauche : Les participants et le personnel de Verité lors de la formation.

Mises à jour du projet FLIP Ghana



Formation avec le Ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection Sociale (MoGCSP)

Dans le cadre des événements commémorant la Journée mondiale contre la traite des personnes 2024 (Journée bleue 2024), FLIP, en partenariat avec le ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale (MoGCSP), a organisé une formation de deux jours pour cinquante (50) agents chargés de l'application de la loi. La formation s'est déroulée les 24 et 25 juillet 2024, à l'hôtel *Coconut Groove* à Accra. Les officiers participants ont été formés à l'identification, à l'investigation et au signalement des cas présumés de travail forcé et de traite des personnes (TP). Les participants ont également acquis des connaissances sur les mécanismes nationaux de signalement afin de garantir une documentation précise et opportune. La formation a également favorisé la collaboration inter-agences entre les agents des différents organismes chargés de l'application de la loi. Les sessions ont été co-animées par des experts de l'unité de lutte contre la traite des êtres humains (AHTU) des services de police ghanéens, de la commission de contrôle des stupéfiants (NCC), du ministère de l'emploi et des relations de travail (MELR) et du service d'immigration ghanéen (GIS), dont certains ont été formés dans le cadre du programme FLIP. Ils ont ainsi l'occasion de transmettre en cascade les connaissances acquises lors des formations FLIP.



Gauche: Une partie des agents des forces de l'ordre pendant la formation. Droite: Photo de groupe avec des agents, le personnel du MoGCSP et Verité.

Remarques de clôture/autres mises à jour

Félicitations à nos membres du GTT ivoirien et ghanéen pour avoir organisé avec succès un événement conjoint marquant votre engagement en faveur de la cause visant à garantir que les personnes disposent des bonnes informations pour empêcher d'autres personnes ainsi eux-mêmes d'être victimes du travail forcé et de la traite des êtres humains.

Rencontrez les nouveaux membres de notre équipe



Laurette TOVALOU EKON

Directrice Pays de FLIP Bénin

Laurette TOVALOU EKON apporte 25 ans d'expérience dans le domaine du développement durable et des droits de l'homme, du travail des enfants, de la traite des êtres humains et des violations du droit du travail. Forte d'une solide expérience en matière de formation, de renforcement des capacités, de gestion de projets et de partenariats stratégiques, elle est actuellement Directrice Pays du projet FLIP au Bénin.

Elle est fière de faire partie de l'équipe FLIP et se réjouit de relever de nouveaux défis avec Verité dans la poursuite d'un monde du travail équitable, sûr et légal.



Maria DJON

Associée de projet FLIP Bénin

Maria DJON possède une expérience en développement des affaires, en logistique et en coaching, complétée par des études en sciences sociales. Avant de rejoindre l'équipe FLIP, elle a passé 7 ans à diriger des initiatives dans les secteurs de l'informatique, de l'hôtellerie et des voyages, en se focalisant sur l'optimisation des opérations, le développement de partenariats et la promotion d'une croissance durable.

Passionnée par le changement social, Maria a défendu des initiatives portant sur des questions telles que l'esclavage mental, facilitant l'accès à des ressources vitales et établissant des réseaux de soutien pour aider les victimes d'abus émotionnels.



Sophiatou BABAEDJOU COLLIE

Directrice Pays de FLIP Côte d'Ivoire

Sophiatou a 20 ans d'expérience



Stéphane MONNEY

Associé de projet FLIP Côte d'Ivoire

Stéphane MONNEY originaire de la Côte d'Ivoire. Il est

professionnelle dans le secteur privé et dans le développement durable au Libéria, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire. Elle a travaillé dans les domaines de l'évaluation juridique et réglementaire, de la gestion de programmes et de projets, de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de lobbying et de plaidoyer, de l'évaluation et du renforcement des capacités techniques et organisationnelles, de l'analyse de réseau, de l'évaluation et de l'analyse de l'indice de performance organisationnelle, de la gestion des garanties, du marketing, de la modélisation financière et de l'analyse des investissements.

Dans le cadre de ses fonctions de plaidoyer, Sophiatou a contribué au contenu du décret présidentiel n° 73 émis par la présidente Helen Johnson Sirleaf le 1er décembre 2015 supprimant toutes les taxes sur l'importation de tous les équipements et intrants agricoles au Libéria.

Diplômé en informatique et en Finance comptabilité et gestion d'entreprise. Il exerce depuis 15 années dans la gestion administrative, financière et logistique des organisations nationales et internationales en Côte d'Ivoire. Stéphane est ravi de faire partie de l'équipe FLIP Côte d'Ivoire en tant Project Associate.

Visitez le page web de FLIP

Projet et Information de Contact

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Josephine Dadzie, Directrice Global de FLIP, jdadzie@verite.org

Laurette Tovalou, Directrice Pays de FLIP Bénin, ltovalou@verite.org

Sophiatou Colliee, Directrice Pays de FLIP Côte d'Ivoire, scolliee@verite.org

Helga Osei Aku, Directrice Pays de FLIP Ghana, hoseiaku@verite.org

Le financement de projet est fourni par le Département du travail des États-Unis dans le cadre de l'accord de coopération numéro IL-31474. La totalité des coûts du projet ou du programme est financée par des fonds fédéraux, pour un montant total de 6 862 897 dollars. Les opinions et les positions exprimées dans cette revue ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou les politiques du Département du travail des États-Unis. De même, la mention de noms commerciaux, de produits commerciaux ou d'organisations n'implique pas un quelconque soutien de la part du gouvernement américain.

Suivre Verité



Verité
413.253.9227
verite@verite.org
verite.org

Les photos incluses dans cet e-mail sont utilisées uniquement pour illustrer les lieux et les situations dans lesquels le risque de travail forcé ou de travail des enfants est discuté. Les personnes figurant sur les photos ne représentent pas les personnes ou groupes de personnes mentionnés dans le texte, sauf indication contraire.

